

ENTREVUE



LE PHÉNOMÈNE MAROIS

par Francine Pelletier
en collaboration
avec Carole Beaulieu



Pauline Marois est en politique depuis à peine plus de quatre ans. Travailleuse sociale de profession, elle a, depuis son entrée au cabinet de Lise Payette en 1979, et surtout depuis son élection comme députée péquiste en 1981, tout aussi rapidement que silencieusement fait son chemin, dans cette arène traditionnellement masculine.

Qu'elle se retrouve aujourd'hui, à 36 ans (et mère de quatre enfants) deuxième en lice pour la présidence du PQ – et possiblement, prochaine Premier ministre du Québec? – à de quoi étonner.

D'où lui vient toute cette ambition, ou tout ce cran? Qu'a-t-elle en tête, advenant que ce rêve se réalise? Qu'a-t-elle à dire aux femmes, elle pour qui le ministère de la Condition féminine a été particulièrement ardu pour ne pas dire son chemin de Damas?...

Photo : Louise Lemieux



LA VIE EN ROSE : *On est nombreuses et nombreux à s'étonner de votre performance en ce moment. Comment expliquez-vous le «phénomène Marois» ?*

PAULINE MAROIS : Par le fait qu'une jeune femme, jeune aussi en politique, décide tout à coup qu'elle pourrait être Première ministre du Québec. Qui y aurait pensé ! De plus, on ne m'a jamais identifiée comme quelqu'un qui voulait accéder à la présidence du parti. Ma carrière politique a plutôt été imprévisible, rien n'a été tracé à l'avance. Or le phénomène de la nouveauté attire toujours les gens.

LVR : *Non seulement vous n'y pensiez pas, mais vous avez même dit clairement, lorsque vous étiez Premier ministre par intérim en août 83, que vous n'en aviez pas les capacités. Qu'est-ce qui vous a fait changer d'idée ?*

PM : C'a été un long cheminement qui s'est amorcé il y a deux ans, lorsque je suis devenue ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. C'est là que j'ai commencé à me sentir en pleine possession de mes moyens, capable de défendre des projets avec une certaine fermeté, tout en ne m'interdisant pas de changer d'avis si besoin était, capable aussi de mobiliser du monde. Bref, j'ai pris de l'assurance et progressivement, l'idée a fait son chemin, sans trop m'en rendre compte au début et ensuite, de plus en plus appuyée par des ami-e-s.

Le lendemain de l'annonce de la démission de René Lévesque, j'avais le choix : laisser la porte ouverte à l'idée de lui succéder, ou la fermer carrément. J'ai choisi de ne pas la fermer.

LVR : *Lorsque M. Lévesque a annoncé sa démission, on savait déjà que Pierre-Marc Johnson, Bernard Landry et possiblement Jean Garon seraient de la course. Est-ce que l'idée de contrecarrer une ou plusieurs de ces candidatures a pu influencer votre décision ?*

PM : Non. Je me suis présentée parce que j'ai des idées à défendre, des projets aux-

quels je crois. Je me suis dit qu'on n'est jamais si bien servie que par soi-même. Après neuf ans au pouvoir, un gouvernement fait montre de lassitude et de manque d'imagination. Je tenais donc à ce que se brassent de nouvelles idées, ça m'apparaît essentiel. Que je gagne ou que je perde, le parti devra désormais tenir compte de ces réflexions.

LVR : *Quel serait l'avenir d'un Pierre-Marc Johnson ou d'un Bernard Landry dans un parti dont vous seriez la présidente ?*

PM : J'espère qu'ils envisageraient un très bel avenir, cela me rassurerait sur leur perception des femmes en politique. J'espère aussi qu'ils accepteraient de continuer avec moi. Ce sont des hommes qui ont beaucoup d'expérience, et j'ai beaucoup de respect pour mes collègues.

LVR : *Il faut quand même avoir une bonne dose d'ambition pour oser tout ce que vous entreprenez. Vous avez déjà dit, par contre, que vous étiez «profondément représentative de votre sexe». L'ambition a rarement été identifiée aux femmes à ce qu'on sache...*

PM : C'est vrai. Cette notion d'ambition me fatigue d'ailleurs un peu... Mais quand on croit à quelque chose, on doit prendre les moyens pour y arriver. Je n'ai pas toujours pensé ça. Sans rejeter le pouvoir, j'en ai longtemps eu peur. Je crois que les femmes qui le rejettent le font aussi parce qu'elles en ont peur. Les femmes doivent apprendre à apprivoiser le pouvoir.

Pour ma part, j'ai pu l'apprivoiser en l'exerçant et j'ai pu vraiment l'assumer le jour où il m'est apparu comme un moyen de promouvoir des objectifs, non comme une fin en soi.

LVR : *Mais l'exercice du pouvoir ne comporte-t-il pas beaucoup d'aspects négatifs ?*

PM : Il y a des limites, bien sûr. Ce n'est pas, par exemple, parce que l'objectif est valable en soi qu'il sera nécessairement facile d'en

convaincre les gens. Une certaine naïveté m'a empêchée de voir, au début, que la résistance que je rencontrais dans l'avancement de mes dossiers n'était pas due à l'incompréhension de mes interlocuteurs mais tout simplement, à des rapports de force. J'avais beau discuter, ça n'avancait pas et je n'y comprenais rien ! Jusqu'au moment où je m'aperçois qu'il y en a qui sont prêts à tout pour protéger leurs pouvoirs. C'est alors qu'interviennent d'autres types d'approches, par exemple le lobbying, la pression informelle... moyens qui, j'avoue, me heurtent profondément.

LVR : *Vous avez déjà laissé entendre que l'Assemblée nationale est un forum passablement stérile où les gens n'écoutent pas. L'idée de vous retrouver Première ministre vous amène-t-elle à vouloir changer le type de débat qui a cours présentement ?*

PM : Je voudrais bien mais je ne sais pas encore comment y parvenir ; je continue d'y penser. Au Québec, les choses ont tout de même changé, mais il reste que pour meubler le temps, on dit un peu n'importe quoi. Ceux qui se retrouvent dans l'opposition, par exemple, il faut absolument qu'ils s'opposent à quelque chose ! C'est ridicule. Il faudrait être capable de dire : «Oui, c'est bon ce que vous proposez.» J'admire les gens qui peuvent le faire.

LVR : *Peut-être faudrait-il faire élire plus de femmes à l'Assemblée nationale ? Vous avez d'ailleurs dit qu'une femme au pouvoir ne serait pas comme un homme au pouvoir. Concrètement, qu'est-ce que ça veut dire ?*

PM : Ce n'est pas une différence génétique ou biologique. C'est une différence de culture et d'éducation. C'est ce qui fait que les hommes ont peur de leurs émotions et les femmes, de leur agressivité. C'est une distinction fondamentale.

Les femmes ont une approche plus globale ; elles sont capables de se préoccuper et du détail et de la vision d'ensemble. Les



hommes «partiellement», sans doute parce qu'ils ont moins le souci de la qualité de la vie. Et à cause de notre histoire individuelle et collective, les femmes ont un cheminement plus lent, plus patient aussi.

LVR : *Les femmes qui ont assumé le pouvoir jusqu'à maintenant ont quand même essentiellement affiché un comportement d'hommes. On n'a qu'à regarder Margaret Thatcher, que vous dites d'ailleurs admirer...*

PM : Ce n'est pas un exemple que je veux suivre. J'admire le courage qu'elle a eu d'assumer le pouvoir à un moment où l'Angleterre se retrouvait dans une situation très difficile. Mais je veux aller plus loin, je voudrais rester une «femme politique», ce qui est loin d'être facile. Vouloir faire avancer les choses sans nécessairement utiliser les moyens de tout le monde est toujours très risqué. C'est pourquoi je crois que c'est le nombre de femmes en politique qui va changer les choses.

LVR : *Justement, si votre candidature suscite un tel intérêt c'est parce que, qu'on le veuille ou non, elle repose sur toute la question, voire sur le mouvement des femmes. Pourtant, malgré le fait que vous ayez été ministre à la Condition féminine et que vous soyez la première femme au Québec à vouloir devenir Première ministre, on ne vous a jamais sentie très liée aux femmes. Pourquoi ?*

PM : Je vais vous l'expliquer. D'abord j'ai été élue en 81 alors que le PQ battait de l'aile et croyant me retrouver dans l'opposition. Le lendemain, je remplaçais Lise Payette à la Condition féminine. Je savais ne pas dégager la même image de force qu'elle ; je connaissais, pour avoir travaillé avec elle, toute l'énergie qu'elle y avait investie et j'étais consciente du succès qu'elle avait remporté. J'étais jeune ministre, j'avais tout à prouver.

Ce que je ne savais pas, c'est que le ministère le plus ardu au gouvernement,

c'est de loin la Condition féminine. Pourquoi ? Parce qu'on s'attend à ce que les femmes forment un grand tout homogène avec une seule voix, celle de Madame la ministre. Mais la réalité est tout autre ! Nous ne sommes pas toutes les mêmes, heureusement, d'ailleurs, sinon nous serions bien ennuyantes. C'est donc un poste piégé : que je pose un geste en faveur des femmes sur le marché du travail et on dira que je suis contre les femmes au foyer. Que je pense aux femmes au foyer et on me jugera «réactif». Lise Payette le disait bien d'ailleurs dans l'entrevue qu'elle vous a accordé*. Et le pire, ce sont les collègues qui veulent sans cesse vous coincer dans ces contradictions. Peut-être est-ce inévitable. Ils ne peuvent se mettre dans notre peau, vivre ce que nous vivons, alors ils nous interprètent à leur façon. C'est précisément pourquoi il faut être nombreuses : pour contrebalancer leur vision des choses...

Il faut ajouter que le ministère de la Condition féminine dispose de très peu de moyens d'action qui lui soient propres. Il faut constamment recourir à des intermédiaires ; en convaincre un, ensuite l'autre, s'assurer que dans tel projet de loi il y a telle mesure... C'est une vigilance de tous les instants, à propos de tout ! Et puis, la crise économique s'est mise de la partie... Mettez tout ça ensemble et bien d'autres choses...

LVR : *Comme votre fameux congédiement du Comité des priorités ? Je ne crois pas qu'on vous l'ait pardonné celle-là, les femmes ont eu tendance à le prendre «personnel».*

PM : Moi aussi ! Mais j'avais décidé d'adopter un autre chemin. Je savais que je pouvais toujours faire du chantage, parce que ça marche le chantage au gouvernement. Je n'ai pas voulu en faire tout un plat et ça m'a coûté très cher. On m'a beaucoup critiquée à ce moment-là, de près et de loin, même s'il était clair, pour moi, que je continuais la bataille. D'ailleurs, j'ai fini par gagner ; j'ai été réintégré.

* Voir LVR, mai 85.

LVR : *Vous mettez beaucoup l'accent sur le nombre de femmes en politique afin d'y restaurer une autre perspective. Mais n'y a-t-il pas quelque chose d'aussi sinon plus important encore : être féministe ? L'êtes-vous ?*

PM : Je me définis aujourd'hui comme féministe. Quand je suis entrée au cabinet de Lise Payette, je ne l'étais pas ; je n'avais jamais vraiment réfléchi sur la condition des femmes. Mais petit à petit, je me suis mise à reviser ma propre expérience : il m'avait fallu deux diplômes et beaucoup d'acharnement pour me rendre jusque-là, alors qu'un homme n'aurait eu qu'à montrer un tout petit diplôme. Tout à coup, je ne pouvais plus dire : je me suis débrouillée, que les autres se débrouillent ! Mais il était clair aussi que dès le début, je m'étais engagée – car le travail social était pour moi un engagement – sur le principe de l'égalité des chances.

On vient toujours de quelque part ; je viens d'un milieu très simple. Or, lorsque je me suis mise à côtoyer le milieu bourgeois, au collège, j'étais choquée de voir que certaines personnes pouvaient tout se permettre alors que pour les autres, les avenues étaient bloquées. Aux côtés de Madame Payette, je me suis révoltée pour les femmes, un peu comme à une autre époque je m'étais révoltée pour l'ensemble de la société. Ça demeure toujours pour moi une question d'équité et d'égalité.

LVR : *Si vous devenez la première Première ministre féministe du Québec, que proposez-vous comme mesures pour les femmes ?*

PM : D'abord, j'aimerais dire que je pense avoir fait davantage pour les femmes en étant à la Main-d'oeuvre et au Revenu qu'à la Condition féminine. Je suis très fière de certains programmes, notamment la formation en métiers non traditionnels, le retour aux études pour les chefs de famille monoparentales (95% sont des femmes), et aussi

Suite à la page 50



d'avoir changé les règles du jeu de façon que tous nos programmes d'aide à l'emploi ou de réinsertion au marché du travail s'adressent autant aux femmes qu'aux hommes.

Je pense que c'est ça qui importe en ce moment : faire en sorte que les femmes occupent beaucoup plus de place. En tant que Première ministre, ce serait pour moi un automatisme. Au conseil des ministres, par exemple, nous devons faire des nominations toutes les semaines. Ce sont des postes de haute responsabilité. Il faudrait trouver moyen d'exiger que les candidatures soumises par les ministres comportent autant de noms de femmes que d'hommes.

LVR : *Mais il y a des questions féministes importantes à l'heure actuelle : la pornographie, le salaire au travail ménager... Quelles sont vos positions là-dessus ?*

PM : Pour ce qui est du salaire au travail ménager, cela m'apparaît peu envisageable dans l'état actuel de notre économie. Mais reconnaissons-lui au moins toute son importance, au travail ménager ; c'est loin d'être le cas. Il y a toute une réflexion élaborée par les femmes là-dessus, je sais, qui n'a pas été retenue par le gouvernement actuel mais qui serait à étudier de plus près. En ce qui concerne la pornographie, c'est un sujet qui m'a toujours rendue mal à l'aise. Je sais qu'il faut agir mais comment intervenir sans tomber dans la censure?... Au fond, je crois que tant qu'on n'aura pas redéfini les rôles hommes/femmes, tant qu'on considérera les femmes comme des objets sexuels, la porno demeurera la pointe de l'iceberg nous laissant finalement peu de recours, si ce n'est que quelques mesures «légères».

LVR : *Et l'avortement ?*

PM : J'ai toujours à ce sujet la même réponse : qui peut être d'accord avec l'avortement?... Ce qui ne m'empêche pas de croire que les femmes doivent pouvoir choisir d'avoir des enfants ou pas. Il faut donc leur donner les moyens. Rien ne

m'enrage plus que d'entendre dire que c'est facile pour les femmes d'avorter !

LVR : *Parlons des jeunes, autre dossier chaud en ce moment au Québec. Ils ont dénoncé votre récente hausse des prestations d'aide sociale, pour ceux et celles inscrit-e-s dans des programmes d'emploi, comme une mesure «électorale». Que leur répondez-vous ?*

PM : Ça fait six mois que je travaille sur ce dossier et ce n'est pas parce qu'il aboutit en ce moment que je vais en priver les jeunes qui en bénéficieraient.

LVR : *Mais pourquoi ne pas accorder la parité de l'aide sociale avec les plus de 30 ans à tous les jeunes ?*

PM : La raison fondamentale c'est qu'on ne peut pas créer une dépendance chez les jeunes. Ils ont entre 20 et 28 ans pour la plupart, sont forts de leur jeunesse, de leur capacité de travail. Avec les «Déclic» et autres programmes, on leur offre la possibilité de se prendre en main plutôt que de calmer notre conscience collective en leur donnant plus d'argent.

LVR : *Mais n'est-ce pas justement entériner un certain préjugé à l'égard des jeunes, à savoir qu'ils/elles sont paresseux-ses et irresponsables ?*

PM : Je n'ai pas ce préjugé. Ce que je constate, c'est qu'ils se désorganisent en cours de route, et qu'à un moment donné, ils n'ont plus le courage d'avancer. Mais il y a une limite à ce que nous pouvons faire ; l'État n'est pas là pour tenir la main de tous ses citoyens et citoyennes. Ce que nous pouvons faire, c'est dire oui à tous les

jeunes bénéficiaires d'aide sociale qui veulent faire quelque chose en leur assurant une place dans un des nombreux programmes qui ont été créés. Le meilleur avenir, c'est encore de leur donner des moyens de s'en sortir.

LVR : *Mais un stage ne garantit pas un emploi. Où sont les vrais jobs au bout du compte ?*

PM : Bien sûr, il faut aussi travailler sur cet aspect, sans quoi tout ce que j'ai fait ne servira à rien. En fait, tout en assurant un filet de protection aux plus mal pris – en leur assurant le minimum – il faut trouver les moyens de ne pas rester pris dans les mailles du filet...

LVR : *Est-ce que cela fait partie de votre redéfinition de la social-démocratie ?*

PM : Oui, d'une certaine manière. Il s'agit de remettre en question l'État-providence sans nécessairement compromettre l'égalité des chances. Depuis quelques années, on a eu tendance à confondre les deux. Ça n'a pas de sens.

LVR : *En fait, la social-démocratie n'a jamais signifié grand chose au Québec ?*

PM : Oui, tout de même, du début des années 60 au début des années 80, à un moment où l'on grandissait et s'enrichissait collectivement. C'est là que sont nées les mesures de sécurité sociale : les allocations familiales, l'aide sociale... Malheureusement, l'approche collective chez nous s'est trop souvent traduite par la prise en charge par l'État. Sommes-nous prêt-e-s maintenant à reprendre des pouvoirs et à les assumer ? Ça ne veut pas dire tomber dans une approche individualiste mais ça nécessite certainement une décentralisation des pouvoirs, au-delà d'étendre les responsabilités aux régions. Il ne faudrait plus, par exemple, que les organismes communautaires – qui connaissent mieux que quiconque leur milieu et leurs besoins – soient en compétition avec le gouvernement sur les mêmes questions. Mais arrêtons de compter les balais dans les placards des CLSC et demandons-leur combien de femmes sont récemment retournées aux études ! Bref, fixons ensemble les objectifs et donnons à la population les moyens de les atteindre. C'est ainsi que j'envisage un meilleur partage des pouvoirs et des responsabilités.

LVR : *L'indépendance, maintenant. Vous y croyez, c'est clair. Mais comment faire du nationalisme autre chose que l'étendard d'émotions brutes ? Comment en d'autres mots, en faire un idéal progressiste ?*

PM : Je pense qu'il faut commencer par dire que c'est grâce au PQ si les Québécois et Québécoises ont acquis aujourd'hui une certaine assurance, une certaine confiance en eux. Ils occupent des fonctions qui leur étaient refusées auparavant et la langue n'a jamais été si solidement assise. C'est essentiel mais ce n'est pas tout. Il faut pouvoir en arriver à administrer nos propres affaires, à

BOUQUINEZ À L'AISE À

AGENCE DU LIVRE

1246 rue St-Denis Montréal
Tél.: 844-6896

ne pas continuellement se dédoubler avec le fédéral. Mon désir d'indépendance n'a ni diminué ni augmenté au cours ces dernières années, il s'est seulement rationalisé. Il n'est plus l'idéal romantique qu'il était.

LVR : *Peut-on vous demander comment vous avez réagi à la récente chronique de Lysiane Gagnon vous taxant de «super-femme» ?*

PM : Je ne l'ai pas aimée. Je n'ai jamais voulu me définir comme une super-femme, même si je vois bien que c'est l'image que je dégage. Rassurez vous : ce n'est pas en tant que super-femme que je suis allée chercher un deuxième diplôme, c'était pour me sécuriser.

Si j'ai pu faire carrière en politique et avoir des enfants, c'est que, avouons-le, je suis une force de la nature. Je n'y suis pour rien, mais j'ai un seuil de tolérance très élevé et je récupère très vite. Et, bien sûr, j'ai choisi d'avoir des enfants parce que j'en ai les moyens et de l'aide à la maison. La meilleure politique nataliste, je l'ai toujours dit, c'est de sécuriser les gens face à l'avenir. Et puis, il y a longtemps que j'ai réglé beaucoup de choses avec mon mari, qui est aussi mon chum, notamment le partage des tâches. Ceci dit, je suis régulièrement assaillie par tous les remords et les sentiments de culpabilité qui sont ceux des mères qui travaillent à l'extérieur.

LVR : *Pourquoi avez-vous laissé une caméra de télévision vous filmer à l'hôpital après votre accouchement en juillet ?*

PM : Parce qu'il me tient à coeur de démystifier les hommes et les femmes



Pauline Marois, Francine Pelletier et Carole Beaulieu

politiques, de montrer que nous sommes des gens comme les autres. Quand j'étais plus jeune, j'imaginai les politiciens loin de moi, inaccessibles. Je ne veux pas donner cette image-là. C'est d'ailleurs ce qui me fâche le plus dans l'article de Lysiane Gagnon : il donne l'impression inverse de mes intentions.

Le «phénomène Marois», vous savez, est une chose fragile. Il ne faudrait pas que je glisse sur une pelure de banane. En politique, on nous surveille de près et moi, encore davantage. Mais ça ne m'empêchera pas de dire ce que j'ai à dire.

LVR : *Et qu'avez-vous pensé de la réflexion d'Huguette Lachapelle comme quoi le Québec ne*

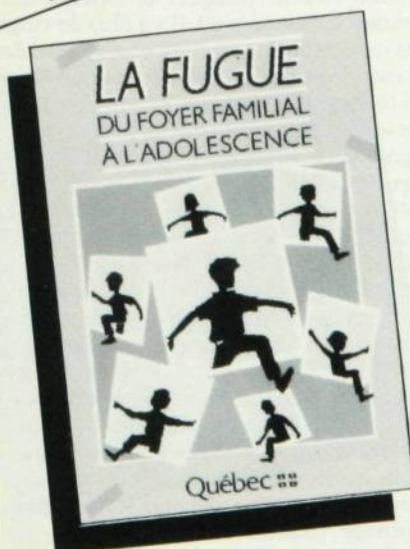
serait pas prêt à élire une femme Premier ministre ?

PM : Évidemment, je l'ai déjà dit, je ne suis pas de cet avis sinon je ne me serais pas présentée. D'ailleurs, le nombre de téléphones et d'appuis que j'ai reçus par la suite, autant d'hommes que de femmes, témoignent du contraire. Enfin, j'ai surtout été malheureuse pour Huguette.

LVR : *On se doute pourquoi une femme voterait pour vous. Mais pourquoi un homme voterait-il pour vous ?*

PM : J'oserais croire que c'est parce qu'il voit en moi un chef d'État. ✕

Les
PUBLICATIONS
DU QUÉBEC



La fugue du foyer familial à l'adolescence

Comité de la protection de la jeunesse 1985, 68 pages

4,95 \$

En vente dans nos librairies, chez nos concessionnaires et par commande postale :

Ministère des Communications
Direction des ventes
C.P. 1005
Québec (Québec)
G1K 7B5

Paiement par chèque ou mandat-poste à l'ordre de
Les Publications du Québec

Québec

9234

À L'AVANT-GARDE
DES COMMUNICATIONS!



LE TÉLÉPHONE CELLULAIRE:

- Vous suit partout
- Augmente votre efficacité

NOVACOM Dave Gleeson
333-8380